

RÉUNIONS PUBLIQUES AVEC LES CANDIDATS DE LA LCR

Jeudi 31 mai 20 h à Sarralbe
Café de la Mairie

Jeudi 31 mai 20 h à Metz
MAISON des ASSOCIATIONS, 1 bis rue du coëtlosquet

Lundi 4 juin 20h à Woippy St Eloy
Halle du Chapitre

Mardi 5 juin 18 h à Mohrange
Centre socio-culturel, 7 Avenue Joffre

Mardi 5 juin 20h à Sarrebourg
Salle de restaurant de la salle des fêtes

Mercredi 6 juin à 18 h à Boulay
Salle des fêtes

Jeudi 7 juin à 18 h à Faulquemont
Centre social du bas Steinbesch

Rejoignez les comités de soutien à la campagne de la LCR
(à Metz et à Sarreguemines) lors de leurs prochaines réunions.
Contactez-nous !

Retrouvez toutes les infos sur la
campagne de la LCR en Moselle :
<http://rouge57.chez-alice.fr/>

Ligue Communiste Révolutionnaire
lcr57@nomade.fr / www.lcr-rouge.org / 06.26.12.77.18



Nos vies valent
plus que leurs profits !



Olivier BESANCENOT : "A l'élection présidentielle, 1,5 million de personnes ont voté pour ma candidature. Et combien d'autres ont envisagé sérieusement de le faire mais ont finalement choisi à contrecœur le vote dit "utile"? Cette fois, il faut que nous votions toutes et tous au plus près de nos convictions. En votant pour la LCR 100 % À GAUCHE dans votre circonscription, vous pouvez confirmer et amplifier le vote qui s'est porté sur mon nom le 22 avril. C'est un geste qui comptera pour l'avenir, pour encourager nos résistances contre le gouvernement et le MEDEF."

4^{ème} Circonscription : Sarrebourg / Château-Salins



Catherine STOTZKY

35 ans, professeure, titulaire-remplaçante

suppléant : Michael Brésulier
25 ans, facteur

Catherine Stotzky a participé au Collectif pour les droits des femmes en Moselle, et a rejoint la LCR après la première campagne présidentielle d'Olivier Besancenot, en 2002.

Elle a participé activement au Collectif pour un non de gauche au traité constitutionnel européen. Elle est adhérente du MRAP (mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), et militante syndicale au SNES, où elle s'occupe du secteur des titulaires-remplaçants.

Le 10 juin, votez pour les candidat-e-s de la LCR !

Face à un gouvernement à la solde du MEDEF,

il faut une gauche de lutte!

Nicolas Sarkozy a formé son gouvernement. Il fait une grande opération de communication sur le thème de l'ouverture et du dialogue social. Mais ses deux chefs de file, Fillon et Juppé, devraient enlever toute illusion à tous ceux qui pouvaient en garder. Ces deux-là ont en commun de s'être attaqués à la protection sociale et au droit à la retraite en 1995 et 2003. Leur détermination est totale pour appliquer le programme antisocial de Sarkozy : cadeaux aux patrons sous forme d'exonérations de

cotisations sociales sur les heures supplémentaires, remise en cause du droit de grève avec le service minimum, destruction du code du travail avec le contrat unique visant à faciliter plus encore le licenciement, nouvelles attaques contre le droit à la santé et à la retraite, destruction de la Fonction Publique et nouvelles privatisations.

L'intitulé du « ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale » annonce clairement la couleur : haro sur les immigrés !

Avec Christine Boutin, ennemie acharnée du droit à l'avortement et du PACS, l'ordre moral est au pouvoir.

Le MEDEF approuve. Laurence Parisot trouve le « nouveau gouvernement excellent ». « L'idée d'ouvrir ce gouvernement non seulement au centre mais même à la gauche, c'est très bon ». Comme on la comprend !

Ce programme de choc nécessitera beaucoup de « pédagogie ». Ils espèrent que la présence des Kouchner et Besson parmi eux pourra semer le trouble et désorienter. Mais Kouchner était-il de gauche quand, en 1998, en tant que ministre de la santé de la « gauche plurielle », il a fermé la maternité de Bitche contre la population unanime ? L'arrivée de certains socialistes chez Sarkozy, le rapprochement du

PS du centre de Bayrou, révèlent que leurs politiques sont très proches.

Le « dialogue social » que Sarkozy veut organiser est tout sauf un dialogue : c'est un piège pour faire passer les régressions... Le patronat n'est pas un « partenaire social », c'est un adversaire !

Pour résister à ce gouvernement, il faut une politique qui impose le partage des richesses, qui remette en cause le pouvoir absolu des patrons et des actionnaires. Peugeot-Citroën qui a fait d'immenses profits jusqu'en 2006 licencie massivement aujourd'hui à Borny et Trémery ! Total, 14 milliards d'euros de profits, N°1 du CAC 40, casse la pétrochimie en Moselle Est, pollue la Bretagne, organise la corruption au Moyen-Orient ! Ça suffit !

Le 10 juin, montrons notre détermination et nos espoirs ! Votons pour les candidats « LCR 100% à gauche » pour décréter l'urgence sociale !



Décrétons l'urgence sociale

- **Le partage des richesses** : 300 € net de plus par mois, salaires, retraites, pas un revenu inférieur à 1500 € net, y compris les minima sociaux.
- **Le partage du travail** : interdiction des licenciements, 32 heures sans perte de salaire avec embauche, la fin de la précarité et le CDI comme seul contrat de travail.
- **La fin des discriminations et du racisme** : arrêt des expulsions, régularisation de tous les sans-papiers, droit de vote à toutes les élections pour toutes celles et tous ceux qui vivent ici. Egalité des droits entre couples homos et hétéros.
- **Les droits des jeunes** : allocation d'autonomie pour étudier, se former, chercher un emploi, éducation publique et gratuite, arrêt de la répression contre les jeunes.
- **Le droit au logement** : réquisition des logements vides, blocage des loyers, construction de logements sociaux dans le cadre d'un service public.
- **Les droits des femmes** : avortement et contraception libres et gratuits, une loi-cadre contre les violences envers les femmes, rattrapage immédiat des salaires.
- **Le droit à la retraite** : abrogation des loi Fillon et Balladur, droit à la retraite pleine et entière à 60 ans (55 pour les métiers pénibles) à 75 % du dernier salaire et dans tous les cas pas inférieur au Smic, retour aux 37,5 annuités pour toutes et tous, dans le public comme dans le privé.
- **Le droit à la santé** : abrogation des réformes libérales, soins gratuits, remboursement intégral des médicaments, service public de santé avec l'hôpital public et des centres de santé gratuits, réquisition des entreprises pharmaceutiques.
- **Des services publics pour répondre aux besoins** : retour sur toutes les privatisations et ouvertures à la concurrence, l'éducation, la santé, l'énergie, la culture, l'eau, les télécommunications ou les transports... ne sont pas des marchandises et doivent revenir au service public, création d'emploi publics, extension du service public pour la petite enfance, le quatrième âge...
- **L'écologie avant les profits** : un service public de l'énergie sans nucléaire et développant les énergies renouvelables et les économies d'énergie, interdiction des OGM en plein champ, des transports collectifs gratuits, réduction radicale du transport routier des marchandises.
- **La solidarité entre les peuples** : retrait de toutes les troupes d'occupation, abolition de la dette du tiers-monde.